

SAHARA OCCIDENTAL : HALTE A LA REPRESSION LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES SAHRAOUI

Chaque jour, la population sahraouie des territoires occupés et du sud du Maroc est victime d'un nouveau cycle de graves violations des droits de l'homme par les forces d'occupation marocaines sous un siège militaire et un blocus médiatique: arrestations arbitraires, déplacements forcés, torture, entraves aux activités des associations sahraouies, assassinats. **Les événements de ces dernières semaines sont particulièrement graves**: enlèvement et assassinat d'un vieil homme sahraoui à El Ayun, agression raciste contre deux étudiantes sahraouies sur le site universitaire de Titouan, arrestation arbitraire et jugement de la journaliste sahraouie Nezha Khalidi.

Le vendredi 7 juin 2019, les forces d'occupation marocaines ont arrêté quatre jeunes Sahraouis à Smara alors qu'ils tentaient d'atteindre la maison de l'ex-détenu politique et journaliste sahraoui, Salah Eddine Lebsir, libéré après 4 ans d'emprisonnement. **Lors de leur arrestation, ils ont été brutalement agressés, battus, traînés dans la rue et soumis à toutes sortes d'insultes et d'abus par les agents de la police marocaine.**

Les violations des droits de l'homme, telles que l'utilisation de la force disproportionnée contre des personnes sans défense ne constituant pas une menace, la liquidation physique résultant de l'usage illégal de la force dans les territoires occupés, comme le Sahara occidental, **constituent une grave violation de la quatrième Convention de Genève.**

Le Collectif des associations de la Communauté Sahraouie en France et en Europe suit avec une vive inquiétude tous ces événements et **les conditions inhumaines subies par les prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines.** Tout ceci confirme clairement la persistance par l'occupant de la violation de toutes les conventions et normes internationales des droits de l'homme. Ces actes reflètent aussi le mépris du Maroc du droit international et son indifférence à ses obligations dans ce domaine. Compte tenu de ce qui précède :

-Nous condamnons fermement ces pratiques et ces violations des droits de l'homme et nous exigeons l'arrêt de la répression contre la population sahraouie

-Nous demandons l'élargissement du mandat de la Mission de Nations unies pour l'organisation du Référendum au Sahara Occidental (MINURSO) à la surveillance des droits de l'homme et au suivi des personnes impliquées dans ces actes criminels devant les juridictions internationales

-Nous tenons le régime marocain, soutenu par le gouvernement français, responsable de toutes ces graves violations des droits de l'homme

-Nous appelons le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine, ainsi que les organisations internationales des droits de l'homme à intervenir rapidement pour ouvrir les territoires sahraouis occupés aux observateurs internationaux et à la presse, pour connaître la réalité de ce qui se passe et mettre fin à la répression du peuple sahraoui

-Nous saluons la lutte pacifique du peuple sahraoui dans les territoires occupés et au sud du Maroc et nous lui affirmons notre pleine solidarité dans sa lutte contre l'occupation marocaine pour imposer les choix légitimes du peuple sahraoui à la liberté et l'indépendance.

Paris, le 13 juin 2019

Collectif des Associations de la Communauté Sahraouie en France et en Europe : shdiasporafr@gmail.com
Plateforme pour la Solidarité avec le peuple du Sahara occidental: plateformeSO@gmail.com